

Les crédits

Ainsi, nous pouvons dire aux jeunes que, s'ils retournent à l'école, nous les aiderons à trouver un emploi cet été.

Ça n'est pas facile. Nous avons réaffecté des fonds et réuni 20 millions de dollars supplémentaires pour que, cet été, plus de 60 000 jeunes puissent trouver un emploi qui sera parrainé dans bien des cas. L'opposition dit que nous n'avons aucun plan d'action, mais nous venons tout juste d'en annoncer un autre aujourd'hui dans le cadre d'une vaste stratégie.

Il est curieux que, pas une seule fois, les députés du Bloc ou du Parti réformiste ne nous aient posé une question sur les emplois d'été et sur ce que nous comptons faire pour les étudiants cet été. Ils étaient tellement préoccupés par les jeunes qu'ils n'ont pas trouvé le temps de poser une question à ce sujet. Ils ne sont ici que depuis quelques mois, mais ils n'ont pas encore trouvé le temps de demander ce qu'il adviendra des jeunes cet été.

• (1340)

Les députés de mon propre caucus ne cessaient de me poser cette question chaque semaine et, comme ils sont bien conscients de la situation des jeunes, le gouvernement a décidé d'accéder à leurs désirs.

Cette question de l'emploi exigera un effort réel de la part de beaucoup de Canadiens. Le comité fera rapport cette semaine, je l'espère, des témoignages qu'il a entendus au cours de la première d'une série de vastes consultations. En outre, nous engageons actuellement de sérieuses négociations avec toutes les provinces sur les changements à apporter aux programmes de formation et au régime de sécurité sociale pour que les chômeurs réintègrent le marché du travail.

Nous nous réunissons avec toutes sortes de groupes consultatifs. Ces deux dernières semaines, j'ai rencontré 15 groupes différents un peu partout dans le pays.

[Français]

Aujourd'hui, il y a une grande consultation à Montréal avec un grand nombre de groupes sociaux pour discuter des changements au filet de sécurité sociale.

[Traduction]

Nous invitons la participation des Canadiens en leur disant: «Bien sûr, un changement s'impose, mais nous allons le faire ensemble. Nous allons le faire comme un pays uni qui poursuit l'objectif fondamental visant à remettre les Canadiens au travail et à rétablir la dignité des travailleurs.»

Les seuls à éviter le débat, les seuls qui semblent retenir leur participation, ce sont les députés de l'opposition. Ils ne seraient pas convaincus que la tâche est assez importante pour chercher le meilleur moyen de modifier notre régime d'aide sociale afin d'inciter les gens à retourner au travail, pour examiner la situation des jeunes au Canada, pour chercher à créer des emplois à long terme et pour établir un meilleur ensemble de programmes afin de régler ce problème. Ils tiennent uniquement à envoyer quelqu'un aux barricades pour faire une démonstration et dire:

«Conservez ce que vous avez.» Heureusement, ce n'est pas le message des Canadiens.

Je ne parle pas des groupes extrémistes de la gauche ou de la droite. Il est intéressant de noter que, partout où je vais, je rencontre des extrémistes de droite qui rejettent automatiquement tous les programmes proposés et des extrémistes de gauche qui préconisent le maintien de tous les programmes existants. Heureusement, la majorité des Canadiens sont modérés et disent: «Un changement s'impose, alors faites-le d'une façon responsable et prudente, mais changez la situation afin de remettre les Canadiens au travail.»

Je dis aux députés d'en face: «Aidez à créer un climat pour qu'il y ait des emplois pour les Canadiens.» Il faut aider à assembler les pièces d'une stratégie qui reconnaisse la création d'emplois du secteur privé; qui allège le fardeau des charges sociales; qui ait un objectif précis concernant des emplois permanents; qui envisage sérieusement un régime de garderie permettant aux femmes de participer pleinement tout en ayant un sentiment de sécurité; qui mise sur la participation de nos jeunes.

Si nous arrivons à rassembler tous ces éléments et à mettre au point un ensemble de programmes au cours des mois qui viennent, nous aurons donné une nouvelle vision au Canada. Nous leur aurons donné un nouveau sentiment de leur identité, non pas au moyen d'un faux débat sur la Constitution ou sur les pouvoirs ou les responsabilités. Grâce à la question fondamentale, nous aurons redonné aux Canadiens, à leurs familles et à leurs enfants, l'espoir et l'occasion de retourner au travail. Voilà vraiment ce que signifie le Canada et nous entendons réussir.

Le président suppléant (M. Kilger): Je vois que plusieurs députés veulent poser des questions au ministre et j'essaierai de satisfaire le plus de monde possible. Je demanderais aux députés de tenir compte du vif intérêt que suscite l'intervention du ministre.

[Français]

M. Nic Leblanc (Longueuil): Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement le ministre du Développement des ressources humaines, et non pas des Ressources naturelles, même si la semaine dernière, j'avais dit le ministre des Ressources naturelles, mais de toute façon, je me demande si vraiment ils ont du pouvoir, peu importe leur ministère.

Donc, j'ai écouté avec attention le ministre que je connais depuis un certain temps. Je dois dire qu'il s'exprime très bien, il a l'air convaincant, mais encore une fois, tout ce qui a été dit dans le livre rouge et que l'on répète tous les jours, les discours que l'on entend et la réalité sont complètement contraires. Je dois d'abord demander au ministre comment il pense créer de l'emploi en disant qu'il investit un milliard de dollars dans les infrastructures, alors que pour l'année 1994-1995, suite aux changements apportés à l'assurance-chômage—qui relève de son ministère—il pénalise les chômeurs de 800 millions de dollars, ce qu'il a oublié de dire tantôt. Qu'est-ce que cela veut